

VILLE DE SAINT-LO

Extrait du registre des arrêtés du Maire

Permis de stationnement

Nous, Emmanuelle LEJEUNE, Maire de la commune de Saint-Lô,
Vu, les articles L 2212.1, L 2212.2 et L 2213.1 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu, les dispositions édictées par les articles L 2122.22 et L 2122.23 du Code des Collectivités Territoriales,
Vu, l'arrêté préfectoral du 10 décembre 1964, portant règlement sur la conservation et la surveillance des voies communales,
Vu, le décret n° 64-262 du 14 mars 1964 relatif aux caractéristiques techniques, aux alignements, à la conservation et à la surveillance des voies communales,
Vu, la demande présentée, le 5 janvier 2023, par l'entreprise EURL Bruno MAZZERI – 3 Route de Ste Suzanne - 50890 CONDÉ SUR VIRE

Considérant qu'il appartient au Maire de prendre toutes les dispositions afin d'assurer la sécurité des usagers sur le domaine ouvert à la circulation publique,

ARRÊTONS

- Article 1** Le pétitionnaire est autorisé à ouvrir un chantier et à occuper une partie du domaine public, deux places de stationnement sur zone bleue pour l'implantation d'une benne à gravats au droit de l'immeuble sis 21, rue Havin.
- Article 2** Limite de l'emprise : La benne sera implantée de façon à ne pas dépasser côté voie de circulation par rapport aux limites des stationnements. Si elle doit empiéter sur le trottoir, toutes les dispositions devront être prises afin de laisser une largeur de passage de 1,50 m pour les piétons sur le trottoir.
- Article 3** Sécurité : Toutes les dispositions devront être prises afin d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique, des services de secours ainsi que la circulation des piétons sur le trottoir. Si cela n'est pas possible, les piétons seront renvoyés sur le trottoir opposé par les passages piétons situés en amont et en aval du chantier. La signalisation appropriée au chantier devra être mise en place de jour comme de nuit. Le permissionnaire serait responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.
- Article 4** Protection des ouvrages : la confection de mortier ou de béton directement sur le domaine public, sans protection, est interdite. Toutes les dispositions devront être prises pour éviter toute projection ou chute de matériaux sur la voie. Dès achèvement des travaux, le trottoir et les abords devront retrouver leur état primitif. Au cas où des dégradations seraient constatées, il y serait remédié aux frais du pétitionnaire.
- Article 5** La présente autorisation sera valable du 9 janvier au 9 mai 2023.
- Article 6** Madame le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de CAEN, 3 rue Arthur le Duc 14000 CAEN ou par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr dans un délai de 2 mois à compter de la date de la publication en Mairie.

Article 7

La présente autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers et des règlements en vigueur. Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police, les Agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Lô, le 5 janvier 2023,

Par délégation du Maire

Le Directeur Général Adjoint,
Erick FALAISE,



Affichage en Mairie le : **09/01/2023**